

STATUTS

I. NOM, SIEGE, BUT ET FORTUNE DE LA FONDATION

Art. 1 NOM ET SIEGE

La fondation, dont le nom est "Fondazione Scuola e Cultura" et dont le siège se trouve à Lausanne (Vaud), est constituée par le présent acte conformément aux articles huitante et suivants du Code civil suisse. Le siège de la fondation peut être transféré par le Conseil de fondation en un autre canton de Suisse - sous réserve de l'approbation de l'autorité de surveillance. Cette dernière annonce en outre le transfert au Registre du commerce compétent et, le cas échéant, à la nouvelle autorité de surveillance. -----

Art. 2 BUT

La fondation a pour but principal de soutenir financièrement l'activité de l'association "CPSI, Comitato Pro Scuola Italiana", à Lausanne (Vaud). -----
La fondation peut également favoriser de manière directe ou indirecte la culture et la langue italienne en Suisse. -----

Art. 3 FORTUNE

Les fondateurs attribuent à la fondation le capital initial de dix mille francs (CHF 10'000.--) en espèces. -----

Le capital peut être augmenté en tout temps par d'autres attributions des fondateurs eux-mêmes ou d'autres personnes, notamment des parents d'élèves inscrits aux cours de LANGUE ET CULTURE ITALIENNE. Le Conseil de fondation s'emploie à augmenter la fortune de la fondation grâce à des attributions privées ou publiques. -

Cependant, la fortune découlant des attributions de parents d'élèves ne devrait pas dépasser le 200 % des actifs réalisés de l'année précédente. Sinon cette contribution serait réduite et/ou affectée pour la différence à un but secondaire de la Fondation. -

La fortune de la fondation doit être administrée en vertu de principes commerciaux reconnus. Le risque doit être réparti. Ce faisant, la fortune ne doit pas être mise en péril par des spéculations. Elle ne doit pas pour autant être administrée de manière trop réservée.-----



II. ORGANISATION DE LA FONDATION

Art. 4 ORGANES DE LA FONDATION

Les organes de la fondation sont : -----

- le Conseil de fondation; -----
- le Comité de fondation; -----
- l'organe de révision, à moins que la fondation n'ait été dispensée d'en désigner un. -----

Art. 5 CONSEIL DE FONDATION ET COMPOSITION

L'administration de la fondation incombe à un Conseil de fondation composé d'au moins sept personnes physiques qui travaillent à titre bénévole, sous réserve de la couverture de leurs frais. -----

Le premier Conseil de fondation est composé des membres suivants : -----

- le Président qui est aussi le premier Président du Conseil de fondation; -----
- le vice-président; -----
- le trésorier; -----
- le secrétaire; -----
- trois membres. -----

Il est ici précisé qu'au moins un de ses membres doit être ressortissant suisse ou d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'AELE et domicilié en Suisse. -----

Parmi les sept membres du Conseil de fondation, au minimum deux mais au maximum trois membres doivent être issus du Conseil d'administration du "CPSI", un membre sera choisi parmi des personnalités politiques et/ou économiques suisses, un autre membre sera choisi parmi les personnalités publiques suisses.-----
Toutefois, les membres du Conseil d'administration du "CPSI" devront s'abstenir de voter lorsqu'un conflit d'intérêts pourrait survenir dans les décisions à prendre. -----

La Fondation sera valablement engagée par la signature collective de deux membres du Conseil, mais toujours soit avec le président soit avec le trésorier. -----

Art. 6 CONSTITUTION ET COMPLEMENT

Le Conseil de fondation se constitue et se complète lui-même. N'entrent en ligne de compte pour ces postes que des personnalités ayant un lien avec le but de la fondation en raison de leurs opinions et de l'engagement dont elles ont fait preuve jusqu'ici. Elles doivent naturellement avoir un lien avec la culture tant italienne que suisse. -----

Art. 7 DUREE DE LA PERIODE ADMINISTRATIVE

Les membres du Conseil de fondation sont élus pour trois ans. Une réélection est possible. -----

Pour chaque période administrative, le Conseil de fondation est nommé par les anciens membres par cooptation. Si des membres quittent le Conseil de fondation au cours de la période administrative, d'autres membres doivent être élus pour le reste de cette période. -----

Il est possible de révoquer un membre du Conseil de fondation en tout temps, une raison importante pour le faire étant notamment le fait que le membre concerné a violé les obligations qui lui incombent vis-à-vis de la fondation ou qu'il n'est plus en mesure d'exercer correctement ses fonctions. -----

Le Conseil de fondation décide aux deux tiers des voix de la révocation de ses membres. -----

Art. 8 COMPETENCES

Le Conseil de fondation exerce la direction suprême de la fondation. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement du but de la fondation et prend toutes les dispositions nécessaires à son bon fonctionnement. -----

- Il a toutes les compétences qui ne sont pas expressément déléguées à un autre organe dans les statuts (acte de fondation et règlements de la fondation). Il a les tâches inaliénables suivantes : -----
- Direction et gestion de la fondation; -----
- Réglementation du droit de signature et de représentation de la fondation; -----
- Nomination du Conseil de fondation et de l'organe de révision; -----
- Approbation des comptes annuels; -----
- Adoption de règlements. -----

Le Conseil de fondation est habilité à déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers. -----

Le droit du siège de la Fondation est seul applicable. -----

Les modalités de la délégation seront fixées dans un règlement. Le règlement, ses modifications ou son abrogation devront être soumis à l'approbation de l'autorité de surveillance. -----

Art. 9 CREATION DE COMITES

Pour promouvoir l'action de la fondation et appuyer le Conseil de fondation dans sa tâche, celui-ci est habilité à créer tout organe consultatif ou autre comité, dont l'organisation et les fonctions seront déterminées dans un règlement séparé. -----

Art. 10 CONVOCATIONS, REUNIONS ET DECISIONS

Le Conseil de fondation peut prendre ses décisions lorsque la majorité des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité de voix, c'est le président qui tranche. Les séances et les décisions sont consignées dans un procès-verbal. -----

Les décisions et les votes peuvent aussi être faits ou avoir lieu par voie de circulation pour autant qu'aucun membre ne demande des délibérations orales. -----

Les invitations aux séances du Conseil de fondation doivent généralement être envoyées quinze jours avant la date prévue pour celles-ci. -----

Le Conseil de fondation se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins deux fois par an sur convocation écrite du Président ou à la demande d'au moins deux de ses membres. Un membre peut en représenter un autre s'il dispose d'un pouvoir écrit à cet effet. Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés, dans cette dernière hypothèse, leurs pouvoirs devront mentionner expressément les points sur lesquels la discussion pourra porter. -----

Le règlement prévoira les compétences, les compositions et les responsabilités des organes de la fondation. -----

Art. 11 RESPONSABILITES DES ORGANES DE LA FONDATION

Toutes les personnes chargées de l'administration, de la gestion ou de la révision de la fondation sont personnellement responsables des dommages qu'elles pourraient causer à la fondation en raison des fautes intentionnelles ou par négligence. -----

Si plusieurs personnes ont l'obligation de réparer un dommage, chacune n'est responsable solidairement avec les autres que dans la mesure où ce dommage peut lui être imputé personnellement en raison de sa propre faute et des circonstances. ---

Art. 12 REGLEMENTS

Le Conseil de fondation peut édicter un règlement sur les détails de l'organisation et de la gestion. -----

Le Conseil de fondation peut à tout moment modifier ce règlement dans le cadre des dispositions fixant le but de la fondation. -----

Le règlement, ses modifications ou son abrogation doivent être communiqués à l'autorité de surveillance. -----

Art. 13 ORGANE DE REVISION

Le Conseil de fondation, à moins que la fondation n'en ait été dispensée, désigne un organe de révision conformément à la loi sur l'agrément et la surveillance des réviseurs. -----



Art. 14 COMPTABILITE

Les exercices comptables sont annuels, l'année sociale correspond à l'année civile, le premier exercice commençant le jour de l'inscription de la fondation au Registre du commerce et se terminant le trente un décembre de chaque année, la première fois le trente et un décembre deux mille onze. -----

Le Conseil de fondation peut, pour des raisons de commodité, fixer à une autre date la fin de l'exercice comptable. Il doit alors en informer l'autorité de surveillance. -----

Le Conseil de fondation établit le compte annuel à la fin de l'exercice comptable et le soumet à l'organe de révision. Ce dernier doit faire parvenir son rapport directement à l'autorité de surveillance (art. 13). -----

Dans les six mois suivant la fin de l'exercice comptable, le Conseil de fondation doit envoyer à l'autorité de surveillance : -----

- le rapport de gestion annuel; -----
- le rapport de l'organe de révision; -----
- les comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe); -----
- le procès-verbal approuvant les comptes. -----

III. MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION DE LA FONDATION

Art. 15 MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil de fondation est habilité à proposer à l'autorité de surveillance des modifications des statuts décidées à l'unanimité des membres, conformément aux articles huitante-cinq et huitante-six du Code civil suisse (85 et 86 CCS), notamment de modifier son but conformément à l'article huitante-six a du Code civil Suisse (86a CCS). -----

La fondation poursuivant un but d'utilité publique au sens de l'article cinquante-six, lettre g) de la Loi fédérale du quatorze décembre mil neuf cent nonante sur l'impôt fédéral direct, le nouveau but doit demeurer un but d'utilité publique. -----

Art. 16 DISSOLUTION

La fondation a une durée illimitée. -----

Il ne peut être procédé à la dissolution de la fondation que pour les raisons prévues par la loi (article huitante-huit du Code civil suisse) et avec l'assentiment de l'autorité de surveillance, sur décision unanime du Conseil de fondation. -----

En cas de dissolution, le Conseil de fondation affecte exclusivement et irrévocablement la fortune encore existante à une fondation suisse ayant des buts analogues et exonérée d'impôts. La restitution de l'avoir de la fondation aux fondateurs et aux héritiers est exclue. -----

Le Conseil de fondation reste en fonction jusqu'à ce que la fondation soit sans fortune. -----

L'approbation de l'autorité de surveillance est réservée quant au transfert de la fortune et à la liquidation de la fondation. -----

IV. REGISTRE DU COMMERCE

Art. 17 INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE

La présente fondation est inscrite au registre du commerce du Canton de Vaud. -----

STATUTS ADOPTES, à Lausanne, le dix février deux mille dix. -----

Paolo Genuo
~~*[Signature]*~~
Linda Rello
[Signature]
[Signature]
[Signature]
[Signature]

PHOTOCOPIE CONFORME
L'atteste

